

L'après développement et les technologies numériques

Par Yvonne MIGNOT-LEFEBVRE
Sociologue, laboratoire SEDET
CNRS, Université de Paris VII

Quatre points de départ ont motivé cette analyse :

1. Une réflexion antérieure sur le rôle des technologies de communication et d'information comme agents vecteurs de la mondialisation¹.

2. La participation au colloque de mars 2002 à l'Unesco «Défaire le développement, refaire le monde» qui était organisé par l'association « la Ligne d'horizon », le programme Most de l'Unesco et le Monde diplomatique. J'ai animé un atelier sur la place d'Internet dans l'après développement dans l'hypothèse de la remise en cause du paradigme du développement - durable ou non - par un certain nombre de citoyens, activistes et de chercheurs venant du monde entier²

3. Un travail préparé pour la conférence francophone de Bucarest de juillet 2003 sur « Supports, dispositifs et discours médiatiques à l'intérieur de l'internationalisation ». Cette communication intitulée « OPA sur les télécommunications africaines » montrait, sur les cinq dernières années, la

¹ Nombreux articles, dossiers et numéros spéciaux publiés dans la revue Tiers-Monde aux PUF, de 1979 à 1996, notamment le N° spécial N°138, *Technologies de communication et d'information au Sud : la mondialisation forcée*.

² Participation au comité d'organisation du colloque international « Défaire le développement, refaire le monde » organisé conjointement par l'UNESCO (programme Most) Le Monde diplomatique et la Ligne d'horizon, Palais de l'UNESCO, du 28 février au 3 mars 2002. Organisation d'un atelier sur « Peut-on résister sur Internet ? ». Colloque publié aux éditions Parangon, 2003.

privatisation des monopoles et le rachat par les multinationales des télécoms, souvent des entreprises elles-mêmes partiellement privatisées et issues des anciens colonisateurs³. Ces rachats concernent le réseau filaire et surtout le lancement de sociétés privées pour le téléphone portable avec un succès immédiat et exponentiel. Les instances de régulation de ces systèmes restent encore souvent à créer effectivement ou à consolider en tenant compte de la relative faiblesse des États.

4. La lecture enfin des messages de la liste de discussion d'Africanti au mois de juillet-août pendant la préparation du colloque sur les Fractures numériques qui m'a conduite à mettre l'accent sur les coûts de l'Internet.

Quatre idées importantes peuvent être dégagées

1. L'idée dominante est que les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les pays du Sud sont des denrées rares impliquant des dépenses importantes en devises et en compétences.

2. Les usages des TIC doivent donc être choisis avec discernement.

3. Des forces exogènes au pays ont tendance à préconiser des usages gros consommateurs de ressources en TIC.

4. Tout le principe de l'après développement est que les forces et les pouvoirs endogènes puissent déterminer, avec un grand niveau d'autonomie, les priorités les plus cohérentes pour un changement social allant dans le sens d'un bien-être accru de la population.

Une carte de TéléGéography Inc et un graphique sur l'Internet dont j'indique juste les références en raison des droits d'auteur mettent en évidence la pauvreté et l'isolement de l'Afrique sur le planisphère de l'Internet : échanges très limités avec le reste du monde, bande passante extrêmement faible⁴.

Un bref historique.

Si nous effectuons un bref retour sur le passé, toujours utile pour conserver la mémoire des projets et des démarches, les technologies d'information et de communication ont été diffusées au nom du progrès et de l'égalité des chances et non sans une certaine euphorie à partir des années 1960-70.

³ Yvonne Mignot-Lefebvre, « la mondialisation forcée : OPA sur les télécommunications africaines ». Présentation d'Alain Kiyindou et d'Yvonne Mignot-Lefebvre. Cartographies de la recherche en sciences de l'information et de la communication : l'Afrique francophone et ses partenaires internationaux ». Ces deux communications vont paraître dans les Actes de la première conférence internationale francophone de Bucarest : « Supports, dispositifs et discours médiatiques à l'heure de l'internationalisation » Bucarest, octobre 2003.

⁴ (sites à consulter - www.telegeography.com/maps
- www.telegeography.com/resource/statistics)

Elles devaient, en outre, résoudre le problème de l'accès à l'éducation des plus pauvres et ainsi réduire les inégalités. Successivement, on vit la télévision scolaire hertzienne expérimentée en Afrique, notamment au Niger et en Côte d'Ivoire, et des satellites envoyer des émissions de formation aux paysans de l'Inde et du Brésil.

Les débuts de la vidéo (1968), le format miniaturisé de la télévision, ont été effectués très tôt au Congo, en Tanzanie, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire grâce aux expérimentations de chercheurs et de militants radicaux⁵. L'ouverture clandestine de la bande FM aux radios libres fut également conquise de haute lutte par les militants du Nord, puis adoptée au Sud.

L'informatique donna aussi l'occasion de s'adresser aux plus démunis, avec les célèbres et caricaturaux ordinateurs « aux pieds nus » de Jean-Jacques Servan-Schreiber utilisés pour la santé rurale, et bien d'autres expériences qui s'ensuivirent.

Rappelons très vite qu'Internet, en ses débuts, fut mis à la disposition des universités par l'armée américaine. Des chercheurs l'ont mis au point et ont diffusé ses bienfaits à l'ensemble de la société civile. Il fut aussi pris en main par les «hackers» (pirates de la contre-culture) qui développèrent sa diffusion en améliorant les procédures et les usages. Ainsi se formèrent des réseaux d'échanges très larges réalisant progressivement une toile au niveau mondial⁶. Beaucoup de ces expériences pionnières ont disparu ou ont été reprises par des organismes divers gouvernementaux et intergouvernementaux, ONG, entreprises, comme en Afrique. Des rêves anciens ne subsistent, aujourd'hui, que le satellite indien qui diffuse inlassablement des programmes de télévision éducative pour les paysans, qu'ils regardent, la nuit tombée, sous un banian.

Les enjeux d'aujourd'hui

L'Internet, la dernière et sans doute la plus puissante de ces technologies, a fait l'objet des spéculations les plus folles, au plan commercial comme au plan politique et militant.

Un enjeu majeur est donc de garantir des conditions démocratiques d'accès et d'utilisation :

- tarif égalitaire,
- performance non discriminatoire,
- secret assuré,
- relations avec les opérateurs non arbitraires,

⁵ Ouvrage, *Place de la communication dans les enjeux de l'autonomie*, Paris, l'Harmattan, 2003, 250p.

⁶ Article « Géopolitique d'Internet », in *Actes du séminaire Ecrit, image et nouvelles technologies*, 1999-2000, Article « Internet et la résistance mondialisée » in *Actes du séminaire Ecrit, image et nouvelles technologies*, 2000-2001, Paris, Université Paris VII, 2002.

- logiciels liés à Internet non monopolistiques,
- enfin, et surtout, haut débit à installer pour sortir de l'utopie et rendre effectifs les échanges.

L'on peut déjà donner quelques repères sur les usages d'Internet en Afrique dans différents domaines d'intervention.

A partir de quatre tableaux, je vais tenter une approche des principales applications et des coûts d'Internet.

Les types d'usages d'Internet

Le tableau 1 distingue trois principaux types d'usages de l'Internet : les formations et les métiers, les services publics et le grand public.

Les usages professionnels relatifs aux formations et aux métiers sont d'ores et déjà bien implantés dans les entreprises, les banques et les organisations non gouvernementales. Les universités sont de plus en plus reliées au monde extérieur via Internet, même si les équipements informatiques restent pour la plupart notablement insuffisants et sont de fait souvent réservés dans une première phase aux enseignants.

La formation à distance (e-learning) s'organise, provenant des universités des anciennes métropoles (France, Grande Bretagne), de l'Agence universitaire de la francophonie ou d'initiatives états-uniennes comme celle du MIT (Massachusetts Institute of technology) qui a mis gratuitement sur

le net plusieurs centaines de cours à la rentrée 2003 et diffusera en septembre 2007, la totalité de ses cours soit environ 2000. Cette démarche s'inspire du *free software movement* (mouvement en faveur des logiciels libres de droits commerciaux), comme le déclare Jon Paul Potts, responsable de la communication du MIT :

«Nous encourageons les utilisateurs - enseignants, étudiants ou autodidactes de tous les pays- à télécharger le contenu de nos cours, à l'utiliser, à le distribuer et à l'adapter ou à le traduire en fonction de leurs besoins ».

Seule restriction, l'utilisation à des fins commerciales. La traduction des cours et leur adaptation sont prévues en espagnol et en français. Généreux dans son principe, ce mouvement relève directement de l'idéologie des chercheurs et hackers américains qui ont fondé l'Internet comme un instrument à usage mondial. Internet reflète les valeurs occidentales d'universalisme, à un moment où celles-ci sont de plus en plus contestées par de nombreux partenaires, au Nord comme au Sud, et où le multiculturalisme est de plus en plus revendiqué comme valeur transversale renvoyant aux apports de tous les peuples⁷.

La deuxième catégorie d'usages concerne les services publics et l'amélioration de la gouvernance du pays. Des choix judicieux, là encore, sont à faire en fonction des priorités endogènes et des coûts d'équipement et de maintenance : introduction de l'informatique dans l'enseignement secondaire voire primaire, télé médecine (comme dans le projet NEPAD , par exemple), informations administratives et état civil, droits civiques et amélioration de l'information et de la participation de la population à la gestion globale.

La troisième catégorie d'usages grand public est très différente des deux autres, la première étant essentiellement marchande ou orientée vers l'accès à la connaissance et la seconde sur l'amélioration des services sociaux traditionnels relevant de l'État et des collectivités territoriales. Elle se réfère à l'idéologie du service universel et à la manière dont les universitaires et les hackers américains ont organisé et développé le réseau des réseaux provenant à l'origine des recherches de l'armée américaine.

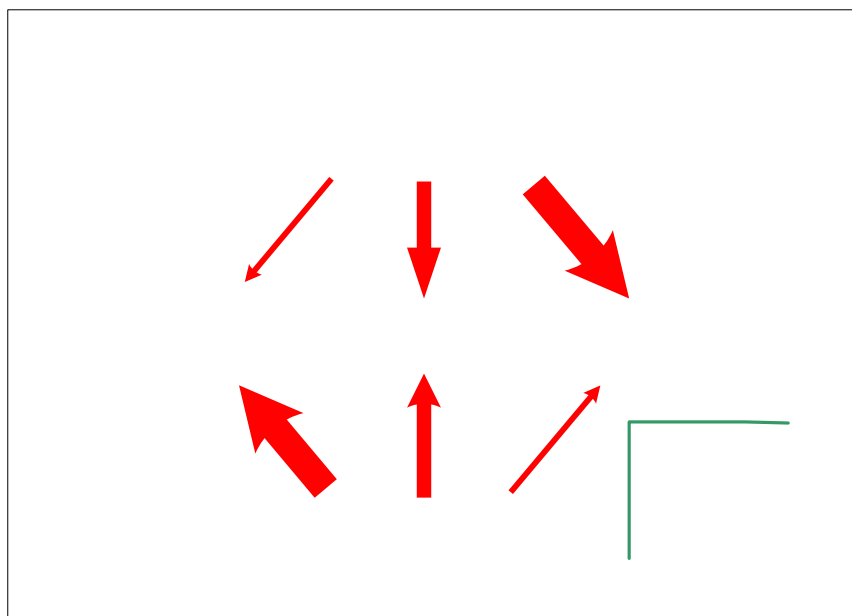
Selon cette idéologie, gratuité, solidarité, échanges de logiciels, tout doit permettre aux internautes du monde entier de communiquer avec l'ensemble des services disponibles. Contrairement aux deux premières catégories d'usages qui peuvent être modulés en fonction des demandes, la troisième requiert une infrastructure importante dont les pays africains ne disposent pas à l'exception de l'Afrique du Sud. L'accès de tous en zone urbaine et

⁷ Dominique WOLTON, *L'autre mondialisation*

surtout en zone rurale est pour le moment impossible en l'absence d'investissements lourds qui entraîneraient un niveau insupportable d'endettement auprès des organismes financiers internationaux.

Les acteurs d'Internet et leurs stratégies

Si l'on examine le tableau 2 relatif aux acteurs et à leurs stratégies, l'on émet l'hypothèse que les multinationales des télécommunications et de l'informatique s'intéressent, avant tout, aux services grand public (sans négliger les autres) car c'est sur ce marché, au moins dans les pays du Nord, qu'ils vendent le plus d'équipements et de services. Les autres acteurs et bailleurs de fonds divers (organisations internationales, Union européenne, aide bi et multilatérale, ONG...) oscillent souvent entre les différents types d'usages mais sont très tentés aussi par les services grand public et les micro-projets.



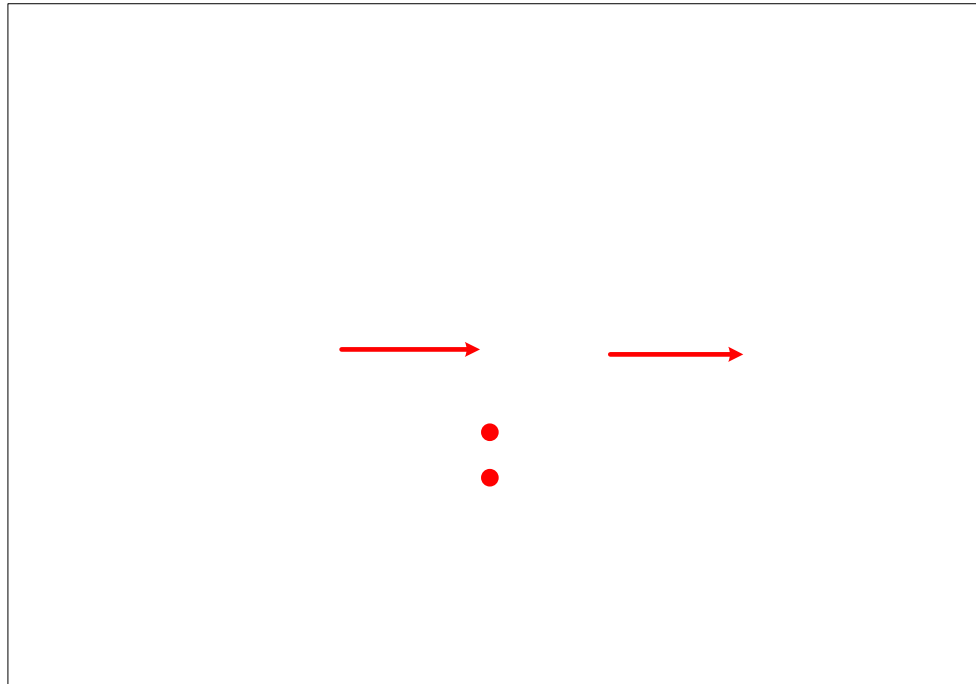
Les coûts et les performances d'Internet

En Europe, 10 000 foyers équipés dépensent environ 6 millions d'euros par an en abonnement. Que représente une telle somme pour les pays du Sud ?

D'après les statistiques de l'Unesco, l'Afrique subsaharienne (rapport régional publié en 2001), cinq pays d'Afrique seulement dépassent 3000 \$ de PNB par habitant et par an (Afrique du Sud, Botswana, Gabon, Maurice Seychelles), le record étant le Gabon avec 4000 \$. 11 pays sont entre 500 \$

et 2000 \$, 26 pays au dessous de 500 \$. Soit un total de 42 pays Ces chiffres sont à comparer avec les 600 euros annuels qu'un foyer dépense pour Internet en Europe.

Le tableau 3 présente les éléments des coûts d'Internet.

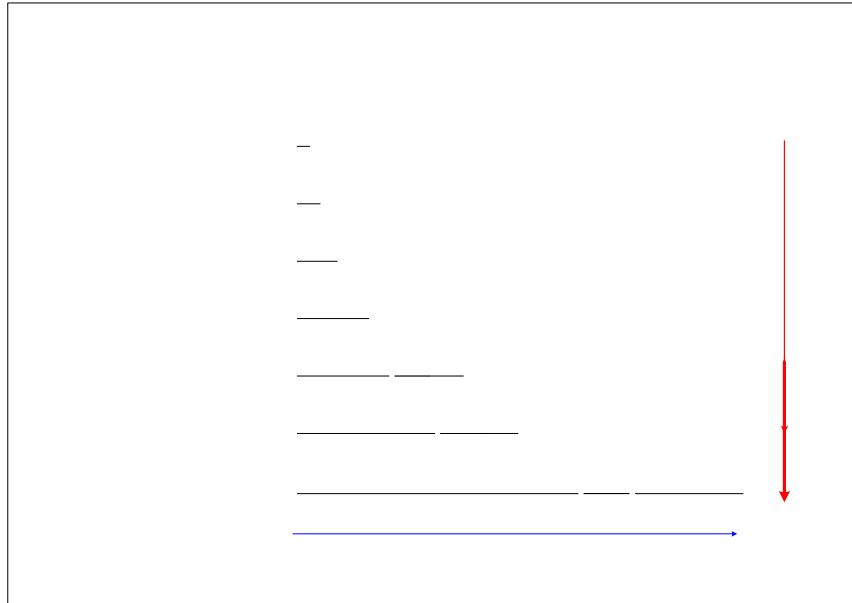


Rappelons que le Sénégal, par exemple, a un PNB de 510 \$ et que les dépenses publiques affectées à l'éducation constituent 3,4 % du PIB.

Le tableau 4 rappelle l'efficacité (par rapport à une ligne téléphonique classique) de la transmission par paquets de données pour différents types d'utilisation déjà répandus en Europe et aux États-Unis et qui peuvent tenter aussi les internautes africains. Quand on recopie un film, par exemple, on utilise une ligne téléphonique complète (flux de données ininterrompu et continu donc très coûteux) et l'on perd le bénéfice de la transmission par paquets. L'Internet peut donc se révéler très coûteux et être une cause de fuites de devises.

3. Le

Le



L'après développement et les technologies numériques

Voilà un état des lieux que j'ai voulu sans complaisance et qui peut être utile pour repenser un autre développement. Avant de s'engager, chaque pays devrait penser en termes globaux les investissements qu'il estime souhaitables dans le domaine des technologies en tenant compte de ses ressources propres.

Pour le sociologue, il faut avant tout repenser le social avec l'économique et donner à Internet en tant que technologie le rôle qui lui revient, sans alimenter le mythe. En effet, Internet permet de renouveler les fonctions classiques : alphabétisation, éducation, santé, en les accompagnant d'une nouvelle modernité ou d'un nouvel habillage.

Beaucoup de pressions exogènes et endogènes s'exercent sur les décideurs et risquent de les pousser à l'aventurisme, les nouvelles technologies, étant comme on l'a déjà souligné, grosses consommatrices de devises.

Je voudrais aussi aborder quelques axes de réflexion.

- La violence technologique que subissent les populations africaines depuis la colonisation est décrite dans le prolongement de la pensée de Jacques Ellul, par Diabaté Sidiki et s'opère toujours au nom du développement⁸.

⁸ Diabaté SIDIKI, *Violence technologique et développement*

4. Inter

E-mai

Pages

Texte

Photo

Télép

Violence mais aussi séduction comme c'est le cas actuellement d'Internet dont les valeurs risquent de provoquer une perte d'identité déjà bien entamée avec les médias de masse.

- La fonction de réciprocité.

Comment va s'exercer la fonction de réciprocité indispensable dans tout échange et privilégiée par la culture traditionnelle africaine ? Citons Emmanuel Djone, de l'ENDA de Dakar, dans un article intitulé « La réciprocité, une alternative au libre échange » qui rappelle que :

«Partout où elle se répand cette logique de développement tend à substituer aux relations de réciprocité des rapports économiques frappés du sceau du libre échange entraînant la décomposition du tissu social et la désintégration des rapports de solidarité. Là où une économie de suffisance prévalait, la logique de libre-échange parle désormais d'économie de subsistance. Être ne suffit plus. Il faut avoir toujours plus sous peine de n'être que subsistant »⁹.

Il parle également de promouvoir une expertise populaire. Le vrai changement provient de l'intérieur des sociétés et se marque par une avancée vers une plus grande intégration de toutes les dimensions de la vie. Il est créateur de synergies et de sens inclusif.

D'après Jean-Marc Ela, sociologue camerounais en exil :

«Les intellectuels africains trouvent là un champ de recherche qui doit mobiliser les esprits s'ils veulent éviter à leurs peuples de s'asseoir sur la natte des autres pour reprendre la merveilleuse expression de Ki-Zerbo. Car au coeur de la globalisation, en retrouve la prétention des croyances occidentales à l'universalité »¹⁰.

L'idéologie du village global se répand et fait recette auprès des jeunes étudiants et habitants des villes, voire des campagnes.

Selon l'activiste indien Rajagopal :

« La réalité du terrain se transforme en réalité virtuelle dont on discute, sur laquelle on écrit, en ergote. C'est devenu un sujet sur lequel chacun d'entre nous peut parler et récolter de l'argent¹¹ ».

En l'absence de structures à la base, aptes à exprimer les besoins fondamentaux de la population, ces projets ne sont pas contestés et comportent de plus en plus une composante Internet qui en renforce la modernité et attire irrésistiblement investisseurs institutionnels et ONG.

⁹ in *L'après développement en quelques textes ; des constats, des idées, des pratiques*. Synthèse documentaire, La ligne d'Horizon, juillet 2002

¹⁰ Jean-Marc ELA, 1998 *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du monde d'en bas*

¹¹ RAJAGOPAL in op.cit, *Défaire le développement, refaire le monde*, Paris éditions Parangon, 2003.

Or c'est cette capacité à produire des projets économiques autonomes et libérateurs qui serait l'indice de la restauration d'une identité et de la ré appropriation de la technique.

Le projet Joko était bien parti dans ses prémices. Initié localement par le chanteur sénégalais Youssouf N'Dour, avec un apport financier endogène, il voulait populariser l'Internet auprès d'une communauté rurale en grande partie analphabète pour lutter précisément contre l'illettrisme. L'échec mériterait d'être analysé en profondeur car, au-delà du piège des coûts, d'autres difficultés ont surgi, - nombre élevé d'expatriés américains - 17 à 19 personnes pour un micro-projet-, surfacturation des communications etc. Elles permettent de mieux appréhender les difficultés sur le terrain.

Devient indispensable la constitution d'un observatoire démocratique chargé de gérer équitablement les ressources rares d'Internet en liaison avec des associations représentant les différentes catégories de citoyens, y compris « les vrais gens » ou « gens d'en bas », évoqués dans la liste des discussion d'Africanti¹². Le débat sur les priorités d'accès est inévitable et son efficacité est étroitement liée aux processus démocratiques déjà engagés ou à mettre en oeuvre.

Ces associations pourraient entretenir des liens étroits avec les associations et les groupes travaillant dans le Nord à la démocratisation de l'Internet, s'associer à Linux, VECAM, IRIS etc.

En conclusion, passer du transfert à l'incorporation dans la culture africaine de l'Internet requiert des efforts endogènes et beaucoup d'imagination.

¹² Liste de discussion Africanti, voir le site <<http://www.africanti.org>>.

BIBLIOGRAPHIE

DJONE E., *L'après développement en quelques textes ; des constats, des idées, des pratiques*. Synthèse documentaire, La ligne d'Horizon, juillet 2002

ELA J. M., *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du monde d'en bas*, Paris, l'Harmattan, 1998.

KIYINDOU A., MIGNOT-LEFEBVRE Y., « La mondialisation forcée : OPA sur les télécommunications africaines », Actes de la première conférence internationale francophone de Bucarest : « Supports, dispositifs et discours médiatiques à l'heure de l'internationalisation » Bucarest, octobre 2003.

MIGNOT-LEFEBVRE Y., « Géopolitique d'Internet », in *Actes du séminaire Ecrit, image et nouvelles technologies, 1999-2000*, Paris, Université Paris VII, 2001

MIGNOT-LEFEBVRE Y., « Internet et la résistance mondialisée » in *Actes du séminaire Ecrit, image et nouvelles technologies, 2000-2001*, Paris, Université Paris VII, 2002.

MIGNOT-LEFEBVRE Y., 1994, *Technologies de communication et d'information au Sud : la mondialisation forcée*, Tiers-Monde, N°spécial 138.

MIGNOT-LEFEBVRE Y., 2003, Peut-on résister sur Internet ? in « Défaire le développement, refaire le monde », Actes du colloque international organisé par l'UNESCO (programme Most) Le Monde diplomatique et la Ligne d'horizon, Palais de l'UNESCO, du 28 février au 3 mars 2002. ». Parangon, 2003.

MIGNOT-LEFEBVRE Y., KIYINDOU A., Cartographies de la recherche en sciences de l'information et de la communication : l'Afrique francophone et ses partenaires internationaux », Actes de la première conférence internationale francophone de Bucarest : « Supports, dispositifs et discours médiatiques à l'heure de l'internationalisation » Bucarest, octobre 2003.

MIGNOT-LEFEBVRE Y., Place de la communication dans les enjeux de l'autonomie, Paris, l'Harmattan, 2003, 250p.

RAJAGOPAL in op.cit, *Défaire le développement, refaire le monde*, Paris éditions Parangon, 2003.

SIDIKI D., *Violence technologique et développement*, Paris, l'Harmattan, 1985

WOLTON D., *L'autre mondialisation*, Paris Flammarion, 2003

